

AIR ALGÉRIE

Une grève de deux heures paralyse le trafic aérien

Une grève spontanée a paralysé, hier dans la matinée, durant plus de deux heures la compagnie nationale de transport aérien Air Algérie. Initié par les différents syndicats exerçant au niveau de la compagnie, le mouvement de grève a causé des perturbations importantes dans le trafic aérien en ce premier jour de semaine.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de ce débrayage, la colère exprimée par le personnel de la compagnie, dont le personnel navigant et les sédentaires, et ce, suite à la décision prise selon des sources syndicales par la Direction générale, «d'augmenter avec effet rétroactif des cadres, soit les sous-directeurs et les directeurs au nombre de deux cents».

Nos sources ajoutent à ce sujet, que les cadres concernés par cette augmentation percevront, à compter du mois prochain, une revalorisation salariale allant de 30 000 à 70 000 DA, alors que le reste du personnel de la compa-

gnie «attend depuis des mois la mise en application des termes de l'accord conclu entre les représentants des travailleurs et la Direction générale, soit depuis août 2011».

Pour rappel, en juillet 2011 et suite à un bras de fer engagé entre les représentants syndicaux du PNC (personnel navigant commercial) et la Direction générale, un accord avait été conclu entre les deux parties.

L'accord en question stipule notamment que «des corrections seront apportées à certaines indemnités» spécifiques à ce personnel. «Le protocole d'accord vient concrétiser le contenu du procès-verbal signé en juillet der-

nier (2011) entre la Direction générale et les responsables syndicaux du PNC», a-t-on ajouté de source syndicale. Pour sa part, le premier responsable de la compagnie Air Algérie a reconnu que certains points contenus dans la plateforme de revendications du PNC seront soumis aux autorités compétentes pour être pris en charge.

Il s'agit notamment de «l'abattement sur l'IRG (impôt sur le revenu global) lorsqu'il s'agit de survol des zones «inhospitalières» comme les déserts, les mers et les océans, ainsi que l'augmentation des allocations de devises».

Par ailleurs et dans un passé récent, le P- dg d'Air Algérie avait déclaré que «le plus important dans les négociations est la préservation de l'équilibre financier de la compagnie», en réitérant que la «proposition d'augmentation de 20% des salaires de l'ensemble des personnels est «très raison-



Photo : Samir Sid

nable». Dans le cadre de son plan estival, la compagnie a en croire nos sources a procédé à l'affrètement de six avions, soit trois gros porteurs (deux A330 et un A340) et

trois Boeing 737/800 avec équipage de conduite et de bord (PNT et PNC) d'origines turque et portugaise.

A. B.

BAC 2012

Pas de résultats par SMS

Comme cela a été le cas pour la session 2011, l'Office national des examens et concours (Onec) a décidé de ne pas reconduire la communication des résultats du bac et BEM par le biais des SMS. L'Onec ayant ainsi décidé de donner la liste des lauréats uniquement à travers l'affichage et sur son site internet onec.dz .

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon un responsable à l'Onec, l'Office se contentera d'annoncer les résultats sur son site. «Nous n'avons passé de convention avec aucun opérateur, nous sommes indépendants et nous communiquerons nous-mêmes les résultats du bac», a-t-il précisé. Ceci d'autant que l'expérience malheureuse de la session 2010 qui a traumatisé des milliers de candidats et autant de familles reste encore viva-

ce dans les esprits. A l'époque, l'opérateur ATM Mobilis a été chargé d'annoncer les résultats du bac et du BEM par SMS et en exclusivité sur son réseau. Toutefois et alors que des milliers de candidats angoissaient à l'annonce des résultats sur le réseau, un grand nombre d'entre eux, notamment ceux des classes spécifiques, ont été donnés gagnants alors qu'ils avaient en fait échoué aux épreuves. Ce bug avait provoqué le courroux des candidats et de leurs familles déçus doublement.

Suite à ce scandale déplorable, Boubekour Benbouzid, le ministre de l'Education nationale avait annoncé que le contrat avec Mobilis était rompu suite à l'expérience malheureuse et précisé que désormais, les résultats seront annoncés exclusivement par le biais de l'affichage au niveau des établissements et sur le site officiel de

l'Onec. Mobilis avait obtenu auprès du ministère de l'Education nationale l'exclusivité d'annoncer les résultats des épreuves du bac et du BEM à travers les SMS. Le candidat envoyait un SMS avec son nom, prénom et numéro d'immatriculation. Il recevait son résultat au Bac ou au BEM ainsi que sa moyenne. Les candidats au bac devront donc attendre de se connecter sur le site de l'Onec dès le 1^{er} juillet à minuit pour savoir si oui ou non ils ont obtenu le fameux sésame leur permettant de passer les portes des universités. Ils s'étaient, cependant, habitués ces dernières années à compter sur les SMS pour obtenir tranquillement et instantanément leur résultat.

Ceci d'autant qu'après quelques minutes de son ouverture, le site de l'Onec a tendance à bloquer en raison de la forte demande simultanée des internautes.

F-Z. B.

BENAÏSSA AUX PRODUCTEURS DE LA POMME DE TERRE :

«Constituez des groupements d'intérêts communs»

«Constituez des groupements d'intérêts communs (GIC). C'est l'invite que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural adresse aux producteurs de la pomme de terre.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon Rachid Benaïssa, qui a réuni hier les membres du Comité national interprofessionnel de la pomme de terre, la constitution de GIC, déjà opérationnels dans certaines régions, contribuerait à une meilleure organisation du marché.

Ainsi, les producteurs pourraient mieux écouler leur production même si un dispositif de régulation a été mis en place et qu'une société (Proda) intervient pour acheter les productions aux prix du marché. Et dans le contexte où l'activité de production pâtit de l'emprise des «barons» comme le relève un producteur de Mila, ou que la spéculation et les manipulations des prix de vente à la société Proda, dans la

wilaya d'El-Oued notamment, ne contribuent pas à assurer un climat de confiance entre les opérateurs. Comme cette option des GIC participerait à davantage de professionnalisation.

Certes, des professionnels, des «vrais», commencent à émerger et à «se spécialiser», relève Rachid Benaïssa qui en appelle à consolider la dynamique de professionnalisation et d'intégration, à développer un système de régulation professionnel, bien situer les responsabilités des divers intervenants...

Néanmoins, le ministre de l'Agriculture n'a pas manqué de déplorer le «silence de la profession, à l'exception de quelques producteurs» lors des intempéries du début de l'année qui ont perturbé le marché. Et dans le contexte où le déséquilibre perdure entre la production, de plus en plus croissante, et l'offre qui reste encore insuffisante même si les stocks augmentent et que les rendements s'améliorent.

En ce sens, Rachid Benaïssa constate que la consommation nationale de la pomme de terre a doublé quasiment entre 2008 et 2012, passant de 58 kg par habitant par an à quelque 102 kg par habitant par an.

Le marché de la pomme de terre représente quelque 145 milliards de dinars par an, l'équivalent de la production laitière écoulée. Ce qui nécessite notamment l'exploitation de superficies nouvelles, le développement de la mécanisation de manière optimisée, ainsi que l'amélioration des capacités d'ensilage et de stockage notamment des semences. A ce propos, le ministre de l'Agriculture a indiqué, se référant à une instruction idoine, que les infrastructures vétustes et inexploitées doivent être «redynamisées». Il s'agit de mettre en place des coopératives, des mutuelles ou des structures qui suppléent à l'action insuffisante de la société Proda, laisse-t-il entendre.

C. B.

LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS SEXUELLES DES ENFANTS SUR INTERNET

Les spécialistes plaident «l'urgence» d'une loi

Alger abrite depuis hier l'atelier régional de l'Union internationale des télécommunications (UIT) sur les aspects juridiques de la protection des enfants sur internet. Objectif : fonder les bases d'un projet de lutte arabe contre les agressions sexuelles des enfants sur internet.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Au delà d'un cadre juridique arabe, les spécialistes appellent à la promulgation «dans l'urgence» en Algérie, des textes de loi relatifs à la lutte contre la cybercriminalité notamment celle liée aux enfants. Réunis, hier, lors d'un atelier de travail régional, les spécialistes se disent inquiets de l'ampleur du phénomène. L'exploitation sexuelle des enfants via le net est une réalité

«inquiétante» s'alarment-ils. Selon les chiffres de la direction des affaires pénales du ministère de la Justice, au premier trimestre 2010, le nombre de délits enregistrés, liés à la cybercriminalité, était de 35 et le nombre de personnes poursuivies était de 88, dont 3% des infractions commises concernent la publication de photos pornographiques d'enfants. Mostafa Khiati, président de la Forem, qui dénonce l'absence d'outils juridiques pour la protection des enfants contre les agressions sexuelles, estime que ces chiffres ne représentent pas la réalité. «En l'absence de mécanismes et d'enquêtes à se sujet, on ne peut avoir des données réelles» souligne le président de la Forem qui estime que «l'enfant n'est pas protégé. Il est urgent de lui apporter cette protection avec la promul-

gation des lois dans ce sens et surtout de les actualiser tous les 2 ou 3 ans puisque les nouvelles technologies sont en constante évolution». M. Khiati qui propose de mettre en place des textes criminalisant l'intention et non l'acte, puisqu'il qu'il s'agit du domaine virtuel, demande à associer la société civile dans la préparation des textes juridiques relatifs à la lutte contre l'agression des enfants sur internet. En attendant la promulgation de ces textes, prévue l'année prochaine, la société civile qui tente de faire un travail de sensibilisation auprès des parents, propose de faire obligation aux fournisseurs d'accès à internet, d'informer leurs abonnés de l'existence de moyens techniques permettant de restreindre l'accès à certains services ou de les sélectionner.

S. A.